

**RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE NORMANDIE
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES**

Site de Rouen : 25, rue de Fontenelle
76000 Rouen

Tel. : 02 32 08 93 04

Site de Caen : 168 rue Caponière
14061 Caen Cedex

Tel. : 02.31.30.15.85



**ACADÉMIE
DE NORMANDIE**

Liberté

Égalité

Fraternité

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Objet de la consultation :

**MARCHÉ DE TRAVAUX SSI – MISE AUX NORMES DES
SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE AU RECTORAT DE LA
RÉGION ACADÉMIQUE DE NORMANDIE SITE DE CAEN**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P)**

Numéro de consultation : 2025-CAEN-TRAVAUX-SSI

M0 : décembre 2025

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 PROCÉDURE DE PASSATION	3
1.3 ALLOTISSEMENT ET TRANCHES	3
1.4 LIEU D'EXÉCUTION	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - INTERVENANTS	4
3.1 MAÎTRE DE L'OUVRAGE	4
3.2 MAÎTRE D'ŒUVRE	4
3.3 CONTRÔLEUR TECHNIQUE	4
3.4 CO-ACTIVITÉ ET COORDINATION DES MESURES DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS)	4
3.5 SOUS-TRAITANT	4
ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	5
4.1 REPRÉSENTATION DES PARTIES	5
4.2 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	5
4.3 DURÉE ET DÉLAIS	5
4.4 MODALITÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	6
4.5 PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	6
4.6 CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	8
4.7 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	8
ARTICLE 5 - RÉGIME FINANCIER	8
5.1 FORME ET CONTENU DES PRIX	8
5.2 RÉVISION DES PRIX	8
5.3 MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES	9
5.4 PRÉSENTATION DES DEMANDES PAIEMENT	9
5.5 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS	10
5.6 INTÉRÊTS MORATOIRES	10
5.7 MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION - AVENANT	10
ARTICLE 6 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ	10
6.1 CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE	10
6.2 NOUVELLE ENTREPRISE NÉE DE LA FUSION OU DE L'ABSORPTION DU TITULAIRE	10
ARTICLE 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS	10
7.1 PRIMES	10
7.2 PÉNALITÉS	10
ARTICLE 8 - GARANTIES	12
8.1 RETENUE DE GARANTIE	12
8.2 GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT ET GARANTIES PARTICULIÈRES	12
8.3 RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	12
ARTICLE 9 - RÉSILIATION	13
9.1 RÉSILIATION POUR ÉVÈNEMENTS EXTÉRIEURS AU MARCHÉ	13
9.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	13
9.3 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL	13
9.4 MESURES COERCITIVES	13
ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES	13
10.1 DIFFÉRENDS	13
10.2 LITIGES ET CONTENTIEUX	13
ARTICLE 11 - DÉROGATIONS DU PRÉSENT CCAP AU CCAG DE RÉFÉRENCE	14

Article 1- OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché public de travaux relatifs à la réalisation de l'opération appelée « mise aux normes des systèmes de sécurité incendie au rectorat de la région académique de Normandie, site de Caen »

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

1.2 Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique.

1.3 Allotissement et tranches

1.3.1 Lots

Les travaux sont divisés en 3 lots faisant l'objet de 3 marchés distincts définis comme suit :

LOT	Intitulé	Code CPV
1	Démolitions / Menuiserie intérieure / Plâtrerie / Peinture	45421000-4
2	Courant fort/SSI	45311200-2
3	Désenfumage naturel	45350000-5

1.3.2 Tranches

Le marché comprend :

Une seule et unique tranche

1.4 Lieu d'exécution

Les prestations prévues au titre du présent marché sont réalisées dans les locaux du titulaire situés au 168 rue Caponière -BP 6184 - 14061 Caen Cedex.

Ces travaux se déroulent en site occupé.

Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par le rectorat fait seul foi :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux visé à l'article 4.3.2 du présent CCAP ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières propre à chacun des lots (CCTP) ;
- Les plans ;
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Le diagnostic amiante et plomb
- Le mémoire technique et les pièces de remise dans l'offre ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des états d'acompte et le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant forfaitaire.

Pièces générales

- Le code de la commande publique et ses annexes (CCP)
- Le CCAG – (cahier des clauses administratives générales) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.
Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 3 - INTERVENANTS

3.1 Maître de l'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'État - ministère de l'éducation nationale
Le représentant du pouvoir adjudicateur est Madame la rectrice de l'académie de Normandie.
Le service en charge de l'opération est le département des affaires immobilières (DAI), Rectorat de Caen, 168 rue Caponière – BP 6184, 14061 Caen Cedex - Tél : 02 31 30 15 85

3.2 Maître d'œuvre

CONCEPTIS
4 Longue Vue des Architectes
14111 LOUVIGNY
Représenté par Lucie FAUVEL

3.3 Contrôleur technique

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
4 Place Boston - Immeuble Ambassadeur
14200 HÉROUVILLE SAINT CLAIR
Représenté par David PRINCET

3.4 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

SAS EG PRÉVENTION
6 Impasse du Champ Fleuri
14780 LION SUR MER
Représenté par Guillaume CAVELLIER

3.5 Sous-traitant

3.5.1 Désignation de sous-traitant en cours de marché

Les dispositions de l'article 3.6. du CCAG sont applicables

- Sous-traitant de 1^{er} rang

Les sous-traitants et les conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance doivent faire l'objet d'un agrément de la part du rectorat.

A cet effet, le titulaire adresse au rectorat par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R2193-1 du code de la commande publique.

En outre, le titulaire fournit pour chacun des sous-traitants :

- La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) complétée, datée et signée ;
- La preuve de l'enregistrement du sous-traitant : l'extrait K bis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an ou, à défaut, l'un des documents visés aux articles D. 8222-5-1 ou D. 8222-5-2b du code du travail ;
- Une attestation d'assurance en cours de validité.

Le titulaire établit, en outre, qu'aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un avenant ou un acte spécial signé par le titulaire et par le rectorat. L'avenant ou l'acte spécial reprend tous les éléments contenus dans la déclaration et indique pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique ;

- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

- Responsabilité de l'entreprise titulaire du marché

En cas de sous-traitance, l'entreprise principale, titulaire du marché, demeure personnellement responsable vis à vis du rectorat de l'exécution de toutes les prestations résultant du marché, y compris les prestations sous-traitées. En particulier, le titulaire du marché assure la pleine et entière responsabilité des prestations sous-traitées, le suivi et la coordination des opérations, le respect des consignes de sécurité par le sous-traitant, les éventuels recours en garantie, la continuité des opérations en cas de défaillance du sous-traitant.

3.5.2 Modalités de paiement direct

- Conditions

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le rectorat, a droit au paiement direct, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

- Mise en œuvre

Dans ce cas, le titulaire du marché joint, dans son projet de décompte, la copie des factures du sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins et libellées au nom du pouvoir adjudicateur. Le titulaire indique dans son projet de décompte la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, et que le pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant.

Article 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Représentation des parties

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Madame la rectrice de l'académie Normandie.
Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

4.2 Formes des notifications et informations

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception notamment via PLACE.
Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.
Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

4.3 Durée et délais

4.3.1 Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement.

4.3.2 Délai d'exécution

Période de préparation :

Conformément à l'article 28.1 du CCAG travaux, le marché comprend une période de préparation d'une durée minimum de quarante-cinq jours (**45**) à compter de la notification de l'OS du MOE.

Le programme d'exécution des travaux (matériels et méthodes utilisés, calendrier d'exécution des travaux, plan d'installation de chantier) est transmis par le titulaire au maître d'œuvre pour visa, au plus tard, quinze jours (**15**) avant l'expiration de la période de préparation.

Délai d'exécution des travaux :

Le délai d'exécution des travaux est de trois cent vingt jours (**320**)

Le délai d'exécution commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

Calendrier d'exécution des travaux :

- Le calendrier prévisionnel est fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

- Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le MOE en concertation avec le titulaire. Il est soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard quinze jours (15) avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier, notifié par ordre de service, se substitue au calendrier prévisionnel.

Le délai d'exécution des travaux incombant à chaque lot comprend notamment: les travaux préparatoires, l'approvisionnement des fournitures, la réalisation des travaux, le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux, la mise en service.

Prolongation du délai d'exécution :

Compte tenu du lieu d'exécution et de la nature des travaux envisagés, en application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, des prolongations d'exécution en cas d'intempéries pourront être accordées. Conformément aux articles L5424-8 et 9 du code du travail, des arrêts pour intempéries peuvent intervenir sur le chantier.

Une intempérie est réputée représenter une contrainte d'exécution de travaux lorsqu'elle ne permet pas l'exécution d'au moins 75 % des tâches concernées.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le maître d'œuvre :

Phénomène	Intensité/limite	Durée
Gel	Au-dessous de -2°C	Relevé à 10h
Pluie	Au-dessus de + 20 mm	Entre 7h et 18h
Vent	Au-dessus de 60km/h	Entre 7h et 18h
Neige	Épaisseur moyenne à 2 cm	Mesurée à 8h

4.4 Modalité d'exécution du marché

4.4.1 Accès au site

Le plan d'intervention chantier (PIC) sera transmis par l'entreprise du lot 1 quinze jours (15) avant le démarrage des travaux

4.4.2 Constat d'état des lieux

Un constat d'huissier à charge des lots sera demandé.

4.4.3 Ouvrages non repérés

Sans objet

4.4.4 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

La provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire est fixée par les CCTP.

Le titulaire doit tous les essais imposés par la réglementation en vigueur en établissement recevant du public (ERP) et selon les modalités décrites aux CCTP.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires à la réalisation de ces essais sont à l'entière charge du titulaire.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître de l'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché. Si ces essais et vérifications supplémentaires sont effectués par le titulaire, leurs rémunérations feront l'objet d'une négociation et d'une modification du présent marché au sens des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

4.5 Préparation – coordination et exécution des travaux

4.5.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître de l'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- le cas échéant, la déclaration d'ouverture de chantier ;

Par le maître d'œuvre:

- l'élaboration du calendrier d'exécution au titre de sa mission OPC ;
- les visas des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
 - la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
 - la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
 - l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
 - l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs, études de détail et plans d'atelier de chantier nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux ;
 - l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux signé du titulaire du marché comprenant notamment le calendrier d'exécution et le cas échéant, les modalités de coordination des tâches incombant à chacun des co-traitants et/ou de leurs sous-traitants ;
 - l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre.

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de prévention définis par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993. Outre ces principes, le titulaire s'engage à :

- désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
- informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et à lui indiquer leur objet ;
- donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis, par le titulaire, au maître de l'ouvrage, il en informe également et de façon concomitante, le maître d'œuvre ;
- viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre du journal ;
- accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS ;
- demander à ses sous-traitants qu'ils communiquent, au coordonnateur SPS, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier.

4.5.2 Exécution des travaux

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre. En sus de ces réunions de chantier, des réunions spéciales avec une partie des intervenants peuvent être organisées par le maître d'œuvre afin de :

- régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées ;
- mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à l'une de ces réunions à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées. Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

4.5.3 Équipements, matériaux, produits et échantillons.

Les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à l'approbation du maître d'oeuvre avant leur mise en oeuvre.

Pour tout choix de couleur, aspect et finition, des échantillons, dans la gamme du fournisseur, peuvent être demandés par le maître d'oeuvre au titulaire et à l'entière charge de ce dernier.

4.6 Contrôles et réception des travaux

4.6.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'oeuvre ou son représentant.

4.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Ces prestations, dues par le titulaire, sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

4.6.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux. Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG travaux, la réception des travaux est expresse. L'expiration du délai de 30 jours n'emporte pas la réception tacite des travaux.

4.6.4 Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux, les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux sont :

- au plus tard lorsque le titulaire demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en oeuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- le jour des opération préalables à la réception les éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant :
 - les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés,
 - les notices de fonctionnement
 - les prescriptions de maintenance
 - les documents spécifiques mentionnés dans le CCTP ;

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux, ces documents sont présentés en **deux (2) exemplaires** papier et **un (1) exemplaire** reproductible sur supports physiques électroniques aux formats REVIT (RVT) ou AUTOCAD (DWG) si l'entreprise ne dispose pas de logiciel 3D.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dans le même délai.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

4.7 Clauses environnementales

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

Article 5 - RÉGIME FINANCIER

5.1 Forme et contenu des prix

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'ensemble des prestations du marché fait l'objet d'un prix global et forfaitaire. Ce prix est révisable.

5.2 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 indiqué sur la page de garde du marché.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,30 + 0,70 \times (I_m / I_o)$$

dans laquelle

I_o = valeur de l'index **BT base 2010** ci-après en vigueur au mois d'établissement des prix

I_m = valeur de l'index **BT base 2010** ci-après au mois de réalisation des prestations.

L'index retenu est :

Pour le lot 1 Menuiseries : **BT18a**

Pour le lot 2 SSI/courant fort : **BT47**

Pour le lot 3 Désenfumage : **BT41**

Ces index sont publiés au bulletin statistique de l'INSEE.

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant la parution de l'index définitif.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

5.3 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

5.3.1 Avances

Il est fait application des articles R2191 du code de la commande publique.

Ainsi, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermée est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. L'acte d'engagement précise si le titulaire accepte ou refuse le versement de l'avance. Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 50% du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 65%. Il est pris en compte après les postes *a* et *b* définis à l'article 12-2-1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 10-5 du CCAG, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément à l'article R2193-19 de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

5.3.2 Acomptes

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre du code de la commande publique sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le décompte général ne peut tacitement devenir définitif.

5.4 Présentation des demandes paiement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de facture, ainsi que tous les éléments justificatifs, sur lesquelles doit figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- les références administratives du marché (numéro de marché et numéro d'EJ) ;
- le nom, l'adresse et le n° de SIRET du créancier ;
- le numéro du compte bancaire, identique à celui précisé sur l'acte d'engagement ;
- la désignation des prestations ;
- le montant HT et TTC de la prestation exécutée ;
- la période d'exécution de la prestation ;

- le taux et le montant de la TVA.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-10 du code de la commande publique.

5.5 Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 10.7 du CCAG-travaux.

5.6 Intérêts moratoires

Les dispositions des articles R2192-10 à R2192-36 du code de la commande publique s'appliquent.

5.7 Modifications en cours d'exécution - avenant

En cas d'avenant au marché, les prix sont librement débattus entre les parties. Ces prix ne sont ni actualisables ni révisibles.

Article 6 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ

6.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le rectorat par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il fournit également un RIB mentionnant la nouvelle dénomination sociale. Le marché prendra effet à sa date de notification.

6.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du rectorat.

Le titulaire doit en informer le rectorat dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner ;
- une attestation d'assurance ;

La cession du marché acceptée par le rectorat fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Article 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS

7.1 Primes

La réalisation anticipée des ouvrages ne donne pas lieu au versement d'une prime.

7.2 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne

publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas d'un retard d'exécution des travaux constaté par le MOE incombant au titulaire par rapport aux délais propres à son lot fixé au calendrier d'exécution des travaux notifié, le titulaire encourt une pénalité de **1/1000** du montant de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard.

Ces pénalités ne peuvent être retenues à l'encontre du titulaire dont la cause du retard est imputable au titulaire d'un autre lot. Par retard, est entendu le non-respect d'un délai partiel prévu au planning d'exécution. Elle pourra être appliquée de manière provisoire conformément article 19.2.5.

7.2.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de **150 euros** (cent cinquante) par réunion.

7.2.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier, remise en état des lieux et nettoyage du chantier

En cas de retard constaté par le maître d'oeuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier et des zones affectées par l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **250 euros** (deux cent cinquante) par jour calendaire de retard.

7.2.4 Pénalités liées à la remise des documents

Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise de documents, d'échantillons et constats d'évacuation des déchets de chantier en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **250 euros** (deux cent cinquante) par jour calendaire de retard.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

En application de l'article 19.3 et par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, en cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une retenue provisoire de **2 000 euros** (deux mille) opérée sur le dernier décompte mensuel.

Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 euros** (cinquante) par jour calendaire de retard.

7.2.5 Pénalités pour absence de respect des observations du coordinateur SPS

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal, les comptes rendus ou les courriers adressés au titulaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de **500 euros** (cinq cent) par jour calendaire de retard à compter du signalement au titulaire du non respect constaté par le coordonnateur sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

7.2.6 Autres pénalités

Pénalité(s) pour défaut de tri des déchets

En cas de défaut de tri des déchets constaté, le maître d'ouvrage pourra, en complément des articles 19, 36 et 37 du CCAG Travaux, appliquer sur le décompte une pénalité de **250 euros** (deux cent cinquante euros) par défaut constaté.

Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de **50 euros** (cinquante) par jour calendaire de retard dans l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

7.2.7 Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités est plafonné à 10% conformément à l'article 19.2.2 du CCAG.

7.2.8 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est pas fixé de seuil d'exonération des pénalités.

Article 8 - GARANTIES

8.1 Retenue de garantie

Une retenue de 3 ou 5 % (article R2191-33) est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

8.2 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières

Le maître d'oeuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Les éléments dissociables installés dans le cadre du présent marché font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée de deux ans à compter de la réception des travaux.

8.3 Responsabilité et assurances

8.3.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

8.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés. En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage. Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 000 000 euros par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : 700 000 euros par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs.

8.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun. Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage. Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

8.3.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances, à réception du courrier ou courriel informant l'attributaire pressenti que son offre est retenue et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation. Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître de l'ouvrage. Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge. Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

Article 9 - RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 49 du CCAG. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG. Ce décompte une fois arrêté par le pouvoir adjudicateur est ensuite notifié au titulaire.

9.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 50.1 du CCAG. Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG. Ce décompte une fois arrêté par le pouvoir adjudicateur est ensuite notifié au titulaire.

9.2 Résiliation pour faute du titulaire

Il est fait application des dispositions de l'article 50.3 du CCAG.

9.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire a droit au versement d'une indemnité de résiliation dans les conditions définies à l'article 50.4 du CCAG. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG. Ce décompte une fois arrêté par le pouvoir adjudicateur est ensuite notifié au titulaire.

9.4 Mesures coercitives

Il est fait application des dispositions de l'article 52 du CCAG.

Article 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

10.1 Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par l'article D2197-15 à D2197-17 du CCP. Le comité consultatif compétent est **Nantes**.

10.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le **tribunal administratif de Caen** et au **tribunal de grande instance de Caen** pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

Article 11 - Dérogations du présent CCAP au CCAG de référence

Le présent CCAP déroge au CCAG applicable aux marchés de travaux dans les articles suivants :

Articles du présent CCAP portant dérogation	Articles du CCAG auquel il est dérogé
2	4.1
4	28.5, 41.1.3 et 40
5	10.5 et 12.4.4
7	40, 52.1 et 19.2.1
8	8.1.3